

**Les savoirs de gouvernement  
et la frontière entre « administration » et « politique »  
France, Allemagne, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles**

Appel à communications pour le colloque des 23-24 juin 2010 à Berlin

Propositions à remettre au 15 mars 2010

Les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles sont marqués par l'intervention croissante des institutions publiques dans le gouvernement du social. Cette étatisation repose, entre autres, sur le développement de structures et groupements professionnels spécialement chargés d'organiser cette intervention : l'administration publique. En France comme en Allemagne, l'administration publique, après avoir été agitée de nombreux soubresauts dans les périodes révolutionnaire et post-révolutionnaire, a fini par connaître une trajectoire d'institutionnalisation plus paisible que celle des régimes politiques qu'elle a « servis », marqués par une instabilité plus spectaculaire et plus difficile à contrôler. Frappant, ce contraste manifeste le succès de l'autonomisation croissante de ce qui s'intitule « administration » vis-à-vis de ce qui est désigné comme « politique ». Par les modes de recrutement, les registres de justification ou encore les instruments d'action, administration et politique renverraient-elles à deux mondes profondément différents ? Ce grand partage est pourtant loin d'aller de soi : prétendument différenciées, « administration » et « politique » représentent en effet deux faces d'un même phénomène de gouvernement. Suivant les points de vue, le couple administration/politique peut ainsi être lu comme un alliage contre nature, une distinction fonctionnelle, un pléonisme ou même une mystification. Cette situation ambiguë lui vaut précisément son rôle stratégique dans la légitimation de l'ordre politique légal-rationnel. Elle en rappelle, simultanément, la précarité irréductible : catégorie fondamentale de notre anthropologie politique contemporaine, cette différenciation est une construction historique. L'objet du colloque est d'examiner en détail des lieux et moments où se donne à voir le travail qui la produit et l'institutionnalise.

Un aspect de ce travail de production de la frontière entre administration et politique retiendra plus précisément l'attention : son équipement en savoirs spécifiques. Les institutions administratives se développent en effet au nom de savoirs formels ; des groupements professionnels codifient leurs pratiques pour les légitimer et mieux en revendiquer le monopole ; des acteurs civils et politiques s'adressent à l'administration comme à une organisation compétente. Par leurs contenus, leurs usages, leurs mises en scène, ces savoirs contribuent ainsi à formuler et traduire en faits l'administration, la politique et leurs différences. De la statistique à la démographie, de la bonne police à la sociologie des organisations, nombre d'entreprises intellectuelles sont en cela lisibles dans le cadre d'une socio-histoire non pas de savoirs « scientifiques », « politiques » ou encore « administratifs », mais de savoirs qui produisent ces différences et l'ordre politique qui s'y adosse : des savoirs de gouvernement.

Organisé par les membres du projet MOSARE\*, le colloque sera consacré aux dispositifs qui visent à faire de ces savoirs des figures incontournables du recrutement, de la formation et de

l'action des fonctionnaires, autrement dit à en institutionnaliser le rôle. Ces dispositifs peuvent emprunter des formes empiriques très diverses : formations initiales ou continues, salons, rencontres associatives, bibliothèques ou sites web, concours de recrutement ou instruments d'évaluation utilisés pour la gestion des carrières des personnels administratifs. Dans tous les cas, ces dispositifs convoquent ou inventent des objets (programmes d'études, listes de références bibliographiques, formulaires, machines, textes semi-savants, revues, ouvrages de référence) et des lieux (salles d'enseignement, bibliothèques, congrès, centres de recherche). Ils suscitent des tâches spécifiques (identifier, inventorier, sélectionner, classer, éditer, expliquer), parfois même des professionnels (documentalistes, formateurs, conservateurs). Par un travail de sélection constant, ils contribuent à la mise sur agenda de certains problèmes, tout en habilitant certaines catégories d'acteurs et certains répertoires d'action qui leur sont plus particulièrement ajustés. Par là, ces dispositifs enregistrent et encouragent plus généralement une certaine division du travail de gouvernement : ils bâtissent une infrastructure qui a partie liée avec des rôles institutionnels, « politiques » et « administratifs ». Ils affrontent le défi paradoxal, dont ils construisent eux-mêmes les termes, de constituer des savoirs qui, à disposition des politiques, ne seraient pas pour autant des savoirs politiques.

Les communications porteront donc sur des savoirs et des dispositifs qui les institutionnalisent, envisagés en tant qu'ils mettent en jeu la différenciation entre administration et politique. Elles présenteront des cas empiriques circonscrits, puisés en France ou en Allemagne, au cours des XIX<sup>e</sup> ou XX<sup>e</sup> siècles. Relevant indifféremment de toutes disciplines des sciences sociales, elles pourront être présentées en anglais, en français ou en allemand. Après sélection des communications, un texte sera attendu début juin pour diffusion auprès des participants.

Date limite d'envoi des propositions (4 000 signes environ) : 15 mars 2010

Réponse du comité de sélection : 24 mars 2010

Remise des textes (40 000 signes environ) : 1<sup>er</sup> juin 2010

Dates du colloque : 23-24 juin 2010

Comité d'organisation : Philippe Bongrand, Julie Gervais, Heinrich Hartmann, Pascale Laborier, Igor Moullier, Renaud Payre, Petra Overath.

---

\*Cet appel à communications prépare les premières rencontres du projet de recherche *Mobilisation de savoirs pour la réforme : circulation des savoirs de gouvernement et transformations de l'action administrative (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* (MOSARE), financé par l'Agence nationale de la Recherche (ANR) dans le cadre du programme « Administrer/gouverner ». Coordinné par Renaud Payre, ce projet regroupe les laboratoires Triangle (Lyon), LAHRHA (Lyon) et Centre Marc Bloch (Berlin). Il est structuré autour du séminaire « Bibliothèque de l'administrateur » (programme disponible à l'URL <http://triangle.ens-lsh.fr/spip.php?rubrique286>).

Contacts : Philippe Bongrand ([bph@cmb.hu-berlin.de](mailto:bph@cmb.hu-berlin.de)), Julie Gervais ([gervais\\_julie@yahoo.fr](mailto:gervais_julie@yahoo.fr))

**Regierungswissen und die Grenze zwischen „Verwaltung“ und „Politik“.**  
**Frankreich/Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert**

CFP für die Tagung vom 23.-24. Juni in Berlin

Deadline für Vortragsvorschläge ist der 15. März 2010

Charakteristisch für das 19. und 20. Jahrhundert sind die zunehmenden Interventionen öffentlicher Institutionen in „die Gouvernamentalität des Sozialen“. Dieser wachsende staatliche Einfluss basierte unter anderem auf der Entwicklung von spezifischen professionellen Strukturen und Gruppierungen, die sich damit befassten, diese Interventionen zu organisieren. Aus der Gesamtheit dieser Gruppen und Strukturen hat sich die spezifische Sphäre der „öffentlichen Verwaltung“ entwickelt. Nachdem die öffentliche Verwaltung sowohl in Frankreich als auch in Deutschland durch zahlreiche Umbrüche in revolutionären und nach-revolutionären Phasen in Bewegung geraten war, fand sie schließlich Wege einer friedlicheren Institutionalisierung, als in den politisch schwer kontrollierbaren, und häufig spektakulär instabilen Regimen, in denen sie „im Dienst des Staates“ stand. Erstaunlicherweise drückt dieser Gegensatz den Erfolg der wachsenden Unabhängigkeit der sogenannten „Verwaltung“ einerseits zur sogenannten „Politik“ andererseits aus. Sind aber Politik und Verwaltung alleine durch ihre unterschiedlichen Rekrutierungsformen, ihre Arten, sich zu legitimieren oder durch ihre Handlungsressourcen zwei grundsätzlich verschiedene Welten? Diese Aufteilung ist bei weitem nicht selbstverständlich: Vermeintlich klar voneinander unterschieden repräsentieren „Verwaltung“ und „Politik“ tatsächlich zwei Gesichter des gleichen Phänomens des Regierens. Je nach Perspektive kann daher das Paar Verwaltung/Politik als eine widersprüchliche Vereinigung, als eine funktionale Unterscheidung, als Pleonasmus oder sogar als Mystifizierung gelesen werden. Diese ambivalente Situation macht genau ihre strategische Rolle in der Legitimierung der politischen legal-rationalen Ordnung aus. Gleichzeitig verweist sie auf die nicht weg zu diskutierende Ungewissheit, die sich aus der Tatsache ergibt, dass diese Unterscheidung als grundlegende Kategorie unserer zeitgenössischen politischen Ordnung zugleich eine historische Konstruktion ist. Das Ziel der Tagung ist die detaillierte Untersuchung der Orte und Momente, die zeigen, wie sich diese Unterscheidung herausbildet und institutionalisiert.

Einem Aspekt in der Herausbildung der Grenze zwischen Verwaltung und Politik wird dabei besondere Aufmerksamkeit geschenkt: der Rolle von spezialisierten Wissensformen. Die

Verwaltungsinstitutionen entwickeln sich auf der Grundlage von formalisierten Wissensbeständen; professionelle Gruppierungen kodifizieren ihre Praktiken, um sich zu legitimieren und diese gleichzeitig monopolisieren zu können; zivile Akteure und Politiker wenden sich an die Verwaltung als kompetente Organisation. Durch Inhalte, Verwendungsweisen, Inszenierungen tragen diese Wissensbestände folglich dazu bei, die Verwaltung, die Politik sowie deren Unterschiede zu formulieren und in ‚Tatsachen‘ zu übersetzen. Im Rahmen zahlreicher intellektueller Unternehmungen einer „socio-histoire“ wurde die Verschiebungen von der Statistik zur Demografie oder von der „guten Policiey“ zur Organisationssoziologie aufgezeigt. Dabei geht es nicht um die Unterscheidung zwischen „wissenschaftlichem“, „politischem“ oder „administrativen“ Wissen, sondern um die Wissensbestände, die diese Unterschiede produziert haben und eine politische Ordnung, die sich hierauf stützte: das Regierungswissen.

Die Tagung, die von den Mitgliedern des Projekts MOSARE (La Mobilisation des Savoirs pour la Réforme) organisiert wird, widmet sich den Dispositiven, die dazu führen, dass diese Wissensbestände zu unumgänglichen Figurationen der Rekrutierung, Ausbildung und Praktiken der Beamten und öffentlichen Angestellten werden oder anders gesagt, durch die ihre Rollen festgelegt werden. Diese Dispositive können aus unterschiedlichen Bereichen hervorgehen: Ausbildungswege, Kongresse, assoziative Treffen, Bibliotheken oder Webseiten, Einstellungsverfahren oder Evaluationsinstrumente, die in der Vorbereitung von Karrieren des Verwaltungspersonals verwendet werden. Diese Dispositive führen in jedem Falle Objekte zusammen oder lassen diese erst entstehen (wie zum Beispiel Studienprogramme, bibliografische Referenzlisten, Formulare, Maschinen, populäre Texte, Zeitschriften, Referenzwerke). Das gleiche gilt für ihre spezifischen Orte (Unterrichtsräume, Bibliotheken, Konferenzen, Forschungszentren). Sie rufen spezifische Ziele hervor (identifizieren, inventarisieren, auswählen, einordnen, herausgeben, erklären), manchmal sogar Berufsbilder (Dokumentarist, Ausbilder, Konservator). Durch eine konstante Auswahl tragen sie zum „Agenda Setting“ bei, in dem sie bestimmte Kategorien von Akteuren und Handlungsrepertoires bestimmen, die diesen ganz besonders angemessen sind. Somit erfassen und verstärken diese Dispositive ganz allgemein eine bestimmte Arbeitsteilung der Regierung: Sie errichten eine Infrastruktur, die zum Teil mit institutionellen Rollen verbunden ist, und zwar „politischen“ und „administrativen“. Sie sehen sich mit der paradoxen Herausforderung konfrontiert, Wissensbestände zu schaffen, die der Politik zur Verfügung

stehen, deren Begriffe diese aber selbst erst konstruiert und die deshalb noch lange kein festes politisches Wissen darstellen.

Die Konferenzvorträge behandeln also Wissensbestände und Dispositive, die diese institutionalisieren, indem sie die Differenzierung zwischen Verwaltung und Politik ins Spiel bringen. Sie präsentieren empirische Fälle aus Deutschland oder Frankreich im 19. oder 20. Jahrhundert. Eingeladen sind Vorschläge aus allen Disziplinen der Sozialwissenschaften; Konferenzsprachen sind Englisch, Deutsch und Französisch. Nach der Auswahl der Vorträge werden die vorläufig ausgearbeiteten Beiträge Anfang Juni an die Teilnehmenden der Tagung versendet.

Dieser CFP findet im Rahmen des Forschungsprojekts „Wissensmobilisierung für Reformen“ statt, das von der französischen Agence Nationale de la Recherche (ANR) im Kontext des Programms „Verwalten/Regieren“ finanziert wird. Von Renaud Payre geleitet, umfasst das Projekt die Forschungszentren Triangle (Lyon), LAHRAH (Lyon) und das Centre Marc Bloch (Berlin). Es ist rund um das Seminar „Bibliothèque de l’administrateur“ gegliedert.

Vorschläge für einen Vortrag (etwa 4000 Zeichen) bitte bis zum 15. März 2010 einreichen.

Das Auswahlkomitee entscheidet bis zum 24. März 2010

Textabgabe (etwa 40.000 Zeichen): 1. Juni 2010

Tagung: 23.-24. Juni

Organisationskomitee: Philippe Bongrand, Julie Gervais, Heinrich Hartmann, Pascale Laborier, Igor Moullier, Renaud Payre, Petra Overath.

Kontakt: Philippe Bongrand ([bph@cmb.hu-berlin.de](mailto:bph@cmb.hu-berlin.de)) und Julie Gervais ([gervais\\_julie@yahoo.fr](mailto:gervais_julie@yahoo.fr))